

# La place de L'INDUSTRIE

C'est par exemple le cas des industries extractives qui s'installent sur les lieux de gisement (charbon, minerais de fer) encore que cela ne soit pas toujours vérifié ; l'exemple du raffinage de pétrole ou la transformation du bauxite en aluminium présentant des contre-exemples. C'est aussi le cas des industries rejetant un certain nombre de produits polluants : industries chimiques, tanneries, industries alimentaires, etc. qui, pour éviter de contaminer un milieu urbain, vont s'installer loin des centres à forte densité de population humaine. C'est enfin le cas des industries qui exigent une forte occupation du sol que leur interdit le milieu urbain, de par le prix très élevé du terrain. Phénomène positif si l'on veut éviter un éclatement du tissu urbain par l'implantation sur une trop grande surface d'une activité monovalente.

**Quelles sont les industries qui, par leurs objectifs doivent s'implanter dans la ville ?**

Logiquement on ne devrait trouver en milieu urbain que les industries dites d'entretien : entretien des systèmes de

communication par exemple (électronique, mécanique) c'est-à-dire les industries de service. Quelle que soit l'époque d'implantation d'une industrie d'une certaine importance, on n'a jamais choisi le terrain le plus cher, ce qui obligatoirement la refoulait hors de la ville, sans cependant l'en éloigner trop dans la limite du possible en fonction de ses exigences. Depuis 1900 on ne peut pas dire qu'il y ait d'industrie qui se soient installées en agglomération, sauf quelques rares exemples, comme les blanchisseries de Boulogne. Mais il faut préciser qu'il s'agit là d'une industrie d'entretien et que son installation à Boulogne est liée à un critère qui la rapproche des industries d'extraction puisque Boulogne possède des sources d'eau non calcaire. Si l'on regarde une ville comme Paris, nous y trouvons l'exemple même d'un tissu urbain anarchique et extrêmement complexifié car, par son extension, la ville a englobé petit à petit les espaces, industriels entre autres, qui primitivement se trouvaient à sa périphérie. C'est l'exemple de Renault à Billancourt ou de Citroën quai de Javel. Paris est le type même d'une conurbation dont l'évolution a annihilé les motivations primitives d'implantations industrielles par son développement. C'est là un point très important qui démontre que l'urbanisme n'est pas un phénomène statique mais qu'il exige des perspectives d'évolution à long terme.

## **Implantation et habitat**

Il est à signaler que toutes les industries employant pour une grande part un personnel à temps partiel ont intérêt à s'installer dans un site urbain afin d'éviter à leur personnel un temps de transport excessif par rapport à leur temps de travail : c'est le cas des industries employant un personnel féminin. Dans la plupart des cas il s'agit d'un travail de précision, non polluant, ce qui n'est donc pas en contradiction avec l'objectif recherché. Mais finalement assez peu d'industries ont besoin — ou peuvent — s'installer en ville : cependant on constate leur insertion dans le tissu urbain au fil des ans, par l'extension de celui-ci. Doit-on conclure que toutes les industries qui s'installent à l'extérieur de l'agglomération se retrouveront, dans un avenir indéfini, digérées par le milieu urbain et poseront avec une plus grande acuité le problème des nuisances ? Ce problème de l'insertion de l'industrie en milieu urbain est sans doute dû à une mauvaise conception des zones industrielles. Chaque commune veut avoir sa zone industrielle, (ce qui d'ailleurs n'empêche pas l'industriel de s'installer sur un terrain qui ne soit pas celui défini par la commune) et on finit par trouver une multitude de petites zones industrielles communales, dont le développement est probablement dû à la réaction des municipalités face à un exode de leur population, et qui ne sont pas suffisamment importantes pour définir véritablement leur espace.

## **Implantation et financement**

Ce développement anarchique est peut-être favorisé par la politique de l'administration qui a mis au point une procédure de financement en fonction de normes abstraites mais sans véritable réflexion pour chaque cas d'espèce.

C'est le problème de la spécialisation trop grande d'un organisme d'état qui répond par des critères partiels à des problèmes donnés et que son monopole de fait empêche d'évoluer. Peut-être une conception plus cohérente des zones industrielles permettrait-elle d'éviter leur insertion future dans un tissu urbain ; cependant si l'on admet comme inéluctable cette forme d'évolution, cela pose du point de vue de l'industriel un grave problème : doit-on exiger de lui qu'il réalise des investissements pour répondre aux problèmes des nuisances, même si celles-ci ne gênent personne (dans la limite où il se trouve encore dans un milieu non-urbanisé mais qui risque de l'être) ?

Ces investissements anticipés sont d'autant plus négatifs que la lutte contre la pollution est pour lui un investissement à fond perdu. De plus, les procédés de fabrication peuvent eux-mêmes se modifier au cours des ans

et rendre inutiles des investissements précédemment effectués. D'autre part, on peut déplacer une zone industrielle si le problème des nuisances se pose. C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement à Paris dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

#### **Industrie et décentralisation**

Mais Paris se vide des industries parce que l'urbanisation crée sur les terrains une spéculation suffisamment importante pour que l'industriel accepte de se décentraliser. Cette décentralisation pose quand même pour l'industriel le problème du coût de fonctionnement, dans la limite où les liaisons deviennent plus difficiles et surtout plus onéreuses (avion, téléphone, train). S'il est des industries qui ont besoin d'être situées en milieu urbain, n'y a-t-il pas lieu d'effectuer une comparaison entre l'intérêt retiré par ces entreprises à être situées dans le milieu urbain

et les inconvénients qu'elles créent sur ce milieu par leurs nuisances de toutes sortes ? Ce calcul aboutirait peut-être à définir une marge financière qui permettrait de financer des études pour supprimer les nuisances engendrées. Cette première mesure serait peut-être à envisager bien qu'elle soit partielle, car la non-maîtrise des rejets de la technique continuera à se poser tant qu'aucun effort équivalent à l'utilisation de cette technique ne sera entrepris pour en supprimer les inconvénients. Et ce n'est pas le créateur d'une technique nouvelle qui porte la responsabilité de ce phénomène, mais bien l'utilisateur. De même que le fabricant de couteaux n'est pas responsable des crimes commis avec ses armes, de même l'inventeur de l'énergie atomique n'est pas responsable d'Hiroshima, ni de l'utilisation abusive de sa découverte. C'est là tout le problème de l'entreprise responsable qui est soulevé.

# **L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL**

Mt KIRUNAÄVARA (Suède) Extraction du fer - photo Börje RONNBUG (doc. LKAB)

